



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 332 - 7 mars 2017

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Blog : <http://marchemondialedesfemmesfrance.org/>

Facebook : www.facebook.com/marchemondialedesfemmes2015

SOMMAIRE

- 1 - Mobilisation 8 mars - 15h40 - en grève pour l'égalité - Page 1
- 2 - Pétition : La France doit soutenir les droits des femmes, menacés par Trump - Page 2
- 3 - Au Népal, des femmes forcées à un exil menstruel - liberation.fr - Page 2
- 4 - Non Una di Meno » : les féministes italiennes vers la grève transnationale du 8 mars - Page 3
- 5 - La République d'Irlande a voté une loi qui pénalise les délits sexuels - zeromacho - Page 7
- 6 - Communiqué MMF pour le 8 mars - Page 7
- 7 - « Pour un féminisme antiraciste et Lutte des classes » - Suzy Rojzman, porte-parole du Collectif National Droits des Femmes - sur le site des Effronté-es - Page 9
- 8 - Quand la France interdisait l'avortement... sauf aux femmes noires - David Caviglioli - nouvelobs.com - Page 10
- 9 - Laurent : stop au sexisme décomplexé ! - Les Effronté-es - Page 12
- 10 - Exposition : Laïcité et droits des femmes - L'égalité, c'est pas sorcier ! - Paris - 8 mars
- 11 - Exposition " Je suis Chibok", solidarité avec les lycéennes nigérianes otages de Boko Haram » - 6 au 11 mars - Fontenay sous Bois - Page 13
- 12 - Film : court métrage : Aux Aurores Naissantes - 9 mars - Montbelliard - Page 13
- 13 - Pour le 8 mars, "Changeons les règles !" Rencontre dédicace autour du livre d'Elise Thiébaud "Ceci est mon sang" - Maison des Femmes Thérèse Clerc - Montreuil - 11 mars - Page 14
- 14 - Caféministe #1 : « Pourquoi l'histoire des femmes a-t-elle été invisibilisée ? Comment écrire l'histoire des femmes avec un grand F ? » - Les Effronté-es - Paris - 11 mars - Page 14
- 15 - Conférence « Femmes et sport » - 21 mars - Lieusaint - Le Relai 77 - Page 14
- 16 - Film : Projection-Débat « Le Retour de Gisela Wertzbergher » de Barbara Wolman - Page 15
- 17 - Mars 2017 à la librairie Violette and Co - Page 15

MOBILISATIONS

- 1 - Mobilisation 8 mars - 15h40 - en grève pour l'égalité - Comment y participer ? Comment agir ?

Mobilisation 8 mars - 15h40 - en grève pour l'égalité

Comment y participer ? Comment agir ?

<http://8mars15h40.fr/comment-agir/>

1 - J'agis sur les réseaux sociaux : Postez sur Twitter, Instagram et Facebook une photo des actions auxquelles vous participez ou un selfie avec le hashtag #8mars15h40. Ces photos seront automatiquement agglomérées sur le site 8mars15h40.fr et nous permettront de montrer l'ampleur

de la mobilisation.

2 - *Je mets un brassard*: Toute la journée, sur votre lieu de travail et/ou lors des actions auxquelles vous participerez, vous pourrez montrer votre mobilisation en vous fabriquant un brassard avec le #8mars15h40. N'oubliez pas de le photographier et de l'envoyer avec le hashtag #8mars15h.

3 - *Je rejoins une action*: Le 8 mars, de nombreuses actions sont prévues. Rassemblements, actions et débrayages sur les lieux de travail, actions sur des lieux d'études ou de vie.

4 - *Je fais grève à 15h40*: Le collectif #8mars15h40 appelle les salarié.es à se mettre en grève le 8 mars prochain pour exiger l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Il peut s'agir d'une grève toute la journée, ou d'un débrayage de 2 heures, par exemple à partir de 15h40, pour dénoncer les 26% d'écart salarial entre les femmes et les hommes. N'oubliez pas de poster avec le hashtag #8mars15h40 les photos de vos actions.

2 - Pétition : La France doit soutenir les droits des femmes, menacés par Trump

Les vies de millions de femmes et de filles sont en danger dans le monde à cause de la décision du président Trump de couper les financements américains à toute organisation internationale qui offre des services pro-avortement ou qui fournit des informations à ce sujet.

Aucun président américain n'était allé aussi loin contre les droits des femmes ! L'impact sera terrible, car cette mesure vise tous les programmes de santé mondiaux tels que l'accès à la contraception, à l'avortement en toute sécurité, aux soins gynécologiques, à la planification familiale et même à la prévention et au traitement du SIDA !

En réponse à cette menace, 181 millions d'euros viennent d'être débloqués aujourd'hui par une vingtaine de pays donateurs réunis à Bruxelles. Une dynamique mondiale est en marche pour défendre les droits de femmes. Mais la France n'a pas encore répondu à l'appel, préférant rappeler ses engagements passés.

Pour maintenir les programmes de santé essentiels aux droits des femmes dans le monde, la France doit aller plus loin et s'engager. A l'approche de la journée internationale des droits des femmes, demandons que la France se joigne à cette initiative et envoyons un signal de soutien fort aux femmes du monde entier.

https://www.powerfoule.org/campaigns/droits-des-femmes/global-gag-rule/la-france-doit-soutenir-les-droits-des-femmes-menac%C3%A9s-par-trump/take_action

INTERNATIONAL

3 - Au Népal, des femmes forcées à un exil menstruel - liberation.fr

La petite hutte au toit de chaume dans l'ouest du Népal ne protège guère du froid. Et pourtant Pabrita Giri doit s'y exiler à chaque cycle menstruel en vertu d'un rituel hindou vieux de plusieurs siècles. «Maintenant, j'y suis habituée. Au début, j'étais effrayée car j'étais loin de ma famille durant des nuits sombres», raconte à l'AFP la jeune femme de 23 ans. Pratique liée à l'hindouisme, la «chhaupadi» bannit les femmes du foyer le temps de leurs règles, lorsqu'elles sont alors considérées comme impures. Elles n'ont pas le droit de toucher la nourriture destinée aux autres, ni les icônes religieuses, le bétail ou les hommes. «Nous pensons que si nous ne suivons pas la chhaupadi, des malheurs nous arriveront, alors que dans le cas inverse, (les dieux) nous seront favorables», explique Pabrita.

Dans certaines régions du Népal, les femmes venant tout juste d'accoucher doivent passer jusqu'à un mois dans la hutte bâtie à l'extérieur de la maison, aussi appelée «chhau goth». Mais deux décès récents liés à cette pratique ancestrale - une femme morte asphyxiée par la fumée du feu qu'elle avait allumée dans sa hutte pour se réchauffer; l'autre décès inexplicable - ont relancé les appels à y

mettre fin. Officiellement, la chhaupadi est interdite depuis une décennie, mais la pratique perdure au nez et à la barbe des autorités. Une proposition de loi actuellement examinée au Parlement népalais compte aller plus loin (au moins sur le papier) en prévoyant une peine de prison pour toute personne qui forcerait une femme à se conformer à cette pratique.

Trois foyers sur quatre à Katmandou : Mais des tentatives similaires par le passé se sont déjà heurtées aux profondes superstitions qui entourent ce rituel. Dans un village à quelques kilomètres de celui de Pabrita, Khagisara Regmi réfléchit à se construire sa propre hutte. Après la mort de son mari il y a huit ans, cette femme de 40 ans trouvait trop difficile de suivre cette pratique tout en élevant quatre jeunes enfants. Mais son unique fils a commencé à avoir des crises, vraisemblablement épileptiques. L'hôpital local n'arrivant à les guérir, elle s'est tournée vers un chaman local qui a attribué la condition de son fils au non-respect de la chhaupadi par la mère. «Parce que je n'ai pas respecté le principe de pureté, les dieux étaient mécontents. Ce n'était pas bon pour mon fils», dit-elle.

Dans le Népal rural, les chamans de village, qui occupent le vide laissé par des services de santé déficients, et les personnes âgées s'érigent en gardiens de la tradition. Sabitra Giri, 70 ans, se souvient avec colère de la tentative de la rébellion maoïste contre la monarchie, pendant la brutale guerre civile de 1996-2006, de mettre fin à la chhaupadi dans le cadre d'une campagne contre la religion. «*Tant que je serai vivante, cette pratique continuera !*», lance-t-elle.

Même dans la capitale Katmandou, trois foyers sur quatre pratiquent une forme de bannissement pendant les règles, en leur interdisant généralement l'accès à la cuisine et à la salle de prières, selon Pema Lhaki, une militante pour les droits des femmes. La plupart des tentatives qui ont eu lieu dans le passé pour combattre cette tradition ont privilégié la destruction des huttes. Mais cela n'a pas empêché les femmes d'être expulsées de leur foyer, les forçant parfois à dormir dans des cabanes plus rudimentaires ou même dehors. Pour Pema Lhaki, détruire ou non les huttes menstruelles n'est pas le sujet: le succès, ce sera quand les femmes ne se rendront plus dans ces huttes même si celles-ci continuent d'exister.

4 - Non Una di Meno » : les féministes italiennes vers la grève transnationale du 8 mars

« Le Streghe son tornate » - Les sorcières sont revenues - [1], un des slogans du mouvement féministe italien des années 1970, c'est le titre de l'article de « La Repubblica » qui raconte l'Assemblée Nationale de « Non Una di Meno » (Pas Une de Moins) [2] du 4 et 5 février dernier à Bologne.

« Le streghe non se ne sono mai andate » (les sorcières ne sont jamais parties) c'est la réponse des féministes qui ont participé à l'assemblée. Mais la restitution médiatique de ce qui s'est passé à Bologne est indicative de l'atmosphère qui s'est créée pendant ces derniers mois en Italie : un nouveau féminisme est en train de naître ou - plutôt - est en train de renaître. « Nous devons nous dire que nous avons donné vie à un nouveau mouvement féministe en Italie, qui n'est pas isolé mais qui est connecté au niveau international avec plusieurs mouvements », a affirmé une activiste dans le discours de clôture de l'assemblée.

S'inscrivant dans un parcours transnational et global de luttes féministes, *Non Una di Meno* transcende les frontières italiennes. Le mouvement italien est façonné par et s'inspire du mouvement argentin « Ni Una Menos », née en 2015 en réaction au taux élevé de féminicides dans le pays. *Ni Una Menos* et son correspondant italien naissent de l'urgence de la lutte contre les violences faites aux femmes, de la rage qui devient un point de départ pour réussir à désintégrer la culture patriarcale, du désir de subvertir la vision victimisante liée à la violence de genre, en créant de nouvelles stratégies de narration, de lutte, de résistance et d'alliance.

Nous avons vu, au cours de ces derniers mois, que le monde entier est traversé par une effervescence féministe renouvelée : il faut rappeler le Czarny Protest (Black Protest) polonais, en

septembre, contre la nouvelle proposition de loi anti-IVG, qui a rempli les places en Pologne ; la grève islandaise contre le gender gap pay en octobre ; les actions irlandaises contre le 8ème amendement qui interdit l'avortement en Irlande, et enfin, la Women's March états-unienne en janvier. Tous ces mouvements, qui partent de problématiques et contextes locaux, ont eu un écho et une solidarité internationale et ils ont permis de construire des réseaux capables de créer une mobilisation féministe à un niveau global.

En Italie, Non Una di Meno apparaît à Rome en 2016 grâce à « ReteIoDecido » (Réseau C'est moi qui décide), « D.i.R.e. - Donne in Rete contro la violenza » (Femmes en réseau contre la violence) et « UDI - Unione Donne in Italia » (Union des femmes en Italie), lesquelles appellent à une manifestation pour « crier notre rage et revendiquer notre envie d'autodétermination » pour la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le 26 novembre. Ont rapidement répondu à l'appel une multitude de groupes, collectifs, associations et individus. Après les premières rencontres nationales, des assemblées locales se sont succédé dans la plupart des villes italiennes en vue de l'organisation de la grève.

Le 26 novembre dernier, 200 000 femmes et subjectivités LGBTIQ+ prennent la rue, se réappropriant de la parole et l'espace public. Une assemblée nationale, articulée autour de huit tables thématiques, se met en place le jour suivant pour discuter « comment donner une continuité et du souffle au début de travail d'élaboration, de confrontation et de propositions ». En cette occasion, une nouvelle assemblée nationale a été convoquée les 4 et 5 février à Bologne.

Ce qui ressort est la nécessité d'adhérer à l'appel à la grève internationale des femmes du 8 mars 2017 lancé par les féministes argentines. La volonté de pratiquer la grève des femmes et du/des genre/s dans toutes les villes italiennes se dessine.

Non Una di Meno présente en son sein une très grande complexité politique, associant une multitude de positionnements parfois complètement différents, mais qui reconnaît la nécessité d'agir ensemble et collectivement pour réussir à poursuivre des revendications communes. Le texte suivant est le compte-rendu de la troisième assemblée nationale *Non Una di Meno* qui a eu lieu à Bologne le 4 et 5 février et qui présente les revendications et les positionnements politiques du mouvement italien à ce jour pour la grève du 8 mars.

8 points pour le 8 mars : PAS UNE HEURE DE MOINS DE GRÈVE ! : Ceci est la plateforme politique élaborée par 2000 personnes qui se sont réunies à Bologne en assemblée nationale les 4 et 5 février derniers. En poursuivant le travail féministe contre les violences faites aux femmes et/ou aux personnes LGBTIQ+, elles organisent la grève des femmes du 8 mars qui aura lieu dans plusieurs pays du monde. Les points suivants expriment le refus de la violence de genre dans toutes ses formes : oppression, exploitation, sexisme, racisme, homophobie et transphobie.

Le 8 mars donc, nous croiserons les bras en arrêtant toute activité productive et reproductive. La violence masculine contre les femmes ne peut pas être combattue avec des peines plus sévères - comme le voudrait la proposition de loi qui est en ce moment en discussion au Parlement italien et qui prévoit l'emprisonnement à vie pour les auteurs de féminicides - mais avec une transformation radicale de la société. Encore une fois, nous battons le pavé, dans toutes les villes, avec des cortèges, des assemblées dans l'espace public, des manifestations créatives.

Nous faisons grève pour affirmer notre force. Encore une fois, nous demandons à tous les syndicats d'appeler, ce jour-là, à une grève générale de 24 heures, pas une heure de moins. Plus particulièrement, nous demandons aux trois plus grands syndicats italiens, et notamment à la CGIL[3] de répondre publiquement à cet appel à la grève générale.

Nous faisons grève car :

- *La réponse à la violence réside dans l'autonomie des femmes* : Nous faisons grève contre la transformation des centres anti-violence en centres d'assistance. Les centres anti-violence sont et doivent rester des espaces indépendants de l'influence de l'église catholique, autonomes et gérés

par les femmes, des lieux féministes créateurs de processus de transformations culturelles, aptes à modifier les dynamiques structurelles qui produisent la violence des hommes contre les femmes et la violence de genre. Nous refusons le soi-disant « Codice Rosa »[4] (Code rose) dans son application institutionnelle et toutes les interventions de type répressif et d'urgence. Nous exigeons que les centres anti-violence soient activement associés dans l'élaboration de toute initiative vouée à combattre la violence de genre.

• *Sans droits réels, il n'y aura pas de justice ni de liberté pour les femmes* : Nous faisons grève parce que nous voulons une application totale de la Convention d'Istanbul contre toute forme de violence masculine sur les femmes : violence économique, psychologique, harcèlement sexuel sur le lieu de travail, violence en ligne et sur les réseaux sociaux. Nous exigeons des mesures de protection immédiate pour toutes les femmes qui portent plainte, indépendamment du fait qu'elles aient des enfants ou pas, qu'elles aient des papiers ou pas. Nous exigeons la suppression de la garde partagée en cas de violence familiale. Nous exigeons des professionnel·le·s du droit bien formé·e·s afin que les femmes ne soient pas re-victimisées.

• *Sur nos corps, sur notre santé et sur notre plaisir, c'est nous qui décidons* : Nous faisons grève parce que nous voulons l'avortement libre, gratuit et en toute sécurité et la suppression de l'objection de conscience[5]. Nous nous mettons en grève contre la violence obstétricale, pour l'accès complet à la RU486, jusqu'au 63ème jour de grossesse, en hôpital de jour et sans hospitalisation obligatoire[6]. Nous nous mettons en grève contre le stigmate de l'avortement et nous refusons les sanctions pour les femmes qui avortent hors des procédures légales à cause du taux élevé d'objection de conscience : que chacune puisse exercer sa propre capacité à l'autodétermination. Nous voulons dépasser le binarisme de genre, nous voulons plus d'autodétermination sur la contraception et les MST ; nous voulons des plannings familiaux ouverts aux exigences et aux désirs des femmes et des subjectivités LGBTQI quels que soient leur situation économique et physique, leur âge et leur passeport.

• *Si nos vies n'ont pas de valeur, faisons grève !* : Nous faisons grève pour revendiquer un revenu d'autodétermination, pour sortir des relations violentes, pour résister au chantage de la précarité, parce que nous n'acceptons pas que chaque instant de notre vie soit mis au travail. Nous faisons grève pour un salaire minimum européen, parce que si nous n'acceptons plus des salaires de misère, nous n'acceptons pas non plus qu'une autre femme, souvent migrante, soit mise au travail dans nos foyers et pour le travail du « care » en échange d'un salaire dérisoire et souvent sans protections minimales. Nous faisons grève pour un état social pour toutes et tous organisé à partir des besoins des femmes, qui nous libère de l'obligation de travailler toujours plus et plus intensément pour reproduire nos vies.

Nous voulons être libres de nous déplacer et de rester. Contre toutes les frontières : titre de séjour, asile, droits, citoyenneté et droit du sol

Nous faisons grève contre la violence des frontières, des centres d'identification et d'expulsion (CIE), des déportations qui empêchent la liberté des migrantes, contre le racisme institutionnel qui défend la division du travail basée sur le sexe. Nous soutenons les luttes des migrantes et de toutes les subjectivités LGBTQIA+ contre la gestion et le système sécuritaire de l'accueil ! Nous voulons un permis de séjour inconditionnel, sans lien avec le travail, avec les études et la situation familiale ; l'asile pour toutes les migrantes qui ont été victimes de violence ; la citoyenneté pour les personnes qui naissent et grandissent dans ce pays et pour toutes les migrantes et pour tous les migrants qui y vivent et y travaillent depuis des années.

• *Nous voulons détruire la culture de la violence grâce à l'éducation* : Nous faisons grève pour que l'éducation aux différences soit présente de l'école maternelle à l'université, pour faire de l'école publique un pilier pour prévenir et combattre la violence masculine contre les femmes et toutes les formes de violence de genre. Nous ne sommes pas intéressées par une quelconque promotion de

l'égalité des chances, nous voulons cultiver un savoir critique envers les relations de pouvoir entre les genres et envers des modèles stéréotypés de féminité et de masculinité. Nous faisons grève contre le système éducatif de la « Buona Scuola » (La bonne école) - loi 107[7] - qui empêche que l'école puisse être un laboratoire de citoyenneté capable d'éduquer des personnes libres, épanouies et autodéterminées.

• *Nous voulons donner des espaces aux féminismes* : Nous faisons grève parce que la violence et le sexisme sont des éléments structurels de la société qui n'épargnent même pas nos espaces et nos collectifs. Nous faisons grève pour construire des espaces politiques et physiques trans-féministes et anti-sexistes partout, où pratiquer résistance et autogestion ; des espaces libres des hiérarchies de pouvoir, de la division sexuée du travail, du harcèlement. Construisons une culture du consensus, dans laquelle la gestion des épisodes de sexisme n'est pas la responsabilité de certaines mais de tou·te·s ; expérimentons des formes de socialités, de soins et de relations trans-féministes. Faisons grève pour que le féminisme ne soit plus un sujet spécifique mais pour qu'il devienne une lecture totale de l'existant.

• *Refusons les langages sexistes et misogynes* : Nous faisons grève contre l'imaginaire médiatique misogyne, sexiste, raciste, qui discrimine les lesbiennes, les gays et les trans. Retournons la représentation selon laquelle les femmes subissant des violences seraient des victimes complaisantes et passives et refusons aussi la représentation de nos corps en tant qu'objets. Agissons avec et dans chaque media pour communiquer nos paroles, nos visages, nos corps rebelles, non stéréotypés et pleins de désirs inouïs.

Si nos vies n'ont pas de valeur, nous faisons grève ! #PasUneDeMoins

Traduit de l'italien par des militant·e·s italien·ne·s proches ou faisant partie du mouvement « Non Una di Meno » et/ou du réseau italien transféministe « SomMovimento NazioAnale ».

Notes

[1] « Tremate, Tremate, le streghe son tornate ! » c'est le slogan en entier, (Tremblez, tremblez, les sorcières sont revenues), N.d.T.

[2] Leur site internet : <https://nonunadimeno.wordpress.com/>

[3] Le plus ancien syndicat italien de gauche, N.d.T.

[4] Le « Codice Rosa » est un dispositif mis en acte par le gouvernement italien et qui consiste en la création de procédures de premiers secours dans les services pour les femmes victimes de violence. Le « Codice Rosa » limite l'autonomie des femmes en créant un parcours obligatoire et à sens unique pour en sortir, en passant par un·e magistrat·e ou la police judiciaire, sans passer par les centre anti-violence (qui ne sont pas impliqués dans ce dispositif). Il y a donc une suppression de la prise en charge de tout l'aspect structurel et social de la violence, en la réduisant à un problème de santé, d'ordre public et de sécurité. Le « Codice Rosa » perpétue ainsi la victimisation des femmes. N.d.T.

[5] En Italie, l'avortement est « garanti » par la loi 194 de 1978, sauf que l'article 9 introduit l'objection de conscience pour les médecins, les infirmier·e·s et les anesthésistes. Cet article donne la possibilité de choisir de pratiquer ou non l'avortement. Au fur et à mesure des années, l'objection de conscience est devenue un véritable obstacle à l'avortement, étant donné que, selon le compte-rendu du Ministère de la Santé sur l'IVG, aujourd'hui 70% des médecins sont objecteurs. L'objection de conscience est devenue ainsi structurale, c'est à dire que dans 35% des hôpitaux publics, on ne pratique plus d'avortement (même si dans chaque hôpital public le service d'IVG devrait être garanti). L'objection de conscience s'est propagée aussi parmi les pharmaciens (même si, d'après la loi, ils n'en auraient pas le droit), qui ne donnent pas la pilule du lendemain. Pour toutes ces raisons, dans les dernières années il y a eu une augmentation considérable d'avortements clandestins. Pour faire face à cette situation, la ministre de la santé a introduit une sanction administrative (entre 5000 euros et 10000 euros) contre ceux et celles qui pratiquent ou utilisent

l'avortement clandestin, sanction qui ne résout absolument pas le problème mais, au contraire, pénalise encore plus les femmes. N.d.T.

[6] Actuellement en Italie la loi permet l'accès au traitement abortif chimique RU486, beaucoup moins invasif pour les femmes, jusqu'au 49ème jour, quand le protocole médicale préconise son utilisation jusqu'au 63ème jour. En outre, la législation italienne oblige, en principe, (dans les faits c'est moins le cas en raison des restrictions budgétaires sur la santé) les femmes à une hospitalisation de 72 heures quand en réalité la prise des deux pilules pourrait se faire en hôpital de jour, avec beaucoup moins de contraintes pour les femmes donc. Il faut aussi rappeler que ce traitement abortif chimique n'est pas pratiqué par tous les hôpitaux publics. N.d.T.

[7] Réforme néolibérale de l'école publique voulue par Matteo Renzi, qui confère l'« autonomie » aux établissements scolaires notamment en matière de financements, et qui met en concurrence entre eux les différents établissements dans la recherche de fonds. Cette réforme a par ailleurs donné une certaine « autonomie » aux écoles publiques en matière d'enseignement. N.d.T.

5 - La République d'Irlande a voté une loi qui pénalise les délits sexuels - zeromacho

Le 14 février 2017, la République d'Irlande a voté une loi qui pénalise les acheteurs d'actes sexuels et décriminalise les personnes vendant de tels actes.

Cette nouvelle loi contribuera à faire diminuer la demande en responsabilisant les acheteurs d'actes sexuels ; elle garantira aux personnes prostituées et aux survivant-es de la prostitution l'accès à des services d'aide et de soutien.

Zéromacho félicite Frances Fitzgerald, ministre irlandaise de la Justice, ainsi que les militants abolitionnistes membres de la coalition Éteignez la lumière rouge.

Après la Suède (en 1997), la Norvège, l'Islande, le Canada, l'Irlande du Nord et la France (en 2016), la République d'Irlande a choisi le modèle dit suédois, qui s'est révélé le plus apte à combattre l'industrie multi-milliardaire du commerce du sexe et de la traite.

Zéromacho encourage l'Irlande à persévérer dans cette voie qui tend à libérer le corps des femmes de la mainmise des hommes. L'étape suivante pourrait être la libéralisation de l'avortement.

TEXTES

6 - Communiqué MMF pour le 8 mars

Nous, Femmes de la Marche Mondiale des Femmes, nous unissons nos voix pour rendre hommage à toutes les luttes historiques, pleines d'énergie, des femmes et des mouvements féministes de par le monde.

Nous dénonçons le contexte politique mondiale, marqué par le contrôle croissant des gouvernements par des partis de droite pleins de haine, de racisme, de misogynie, d'intolérance et de discriminations ; Nous devons aussi faire face à une montée et une radicalisation de la violence militariste employée pour contrôler nos territoires : corps, esprit, terre, eau, forêts, savoir, et même notre passé historique, notre présent et notre futur ; pour perpétuer le patriarcat, le capitalisme néolibéral et le colonialisme sont les paradigmes dominants. Dans le même temps, le discours du développement perd tout sens alors que les élites accumulent les richesses, sont discréditées par la corruption et l'impunité, et que les institutions, fragilisées, ne rendent jamais de compte aux peuples.

Les injustices climatiques s'aggravent partout et détruisent les modes de subsistance, provoquant des morts, surtout dans les communautés pauvres. Les Etats-nations ne parviennent pas à remplir leurs engagements sur la justice climatique et continuent à proposer de fausses solutions. Nous appelons le monde à jeter l'opprobre sur le président des Etats-Unis pour la régression que suppose son refus du plan d'action pour le climat. De même, son discours « Les Etats-Unis d'abord » confère

plus de pouvoir aux entreprises des Etats-Unis pour qu'elles continuent à polluer, à dépouiller les communautés locales et à exploiter la main d'œuvre du monde entier, comme cela avait été le cas il y a des siècles avec l'esclavage. Nous savons bien que les femmes du Sud, les migrantes, les femmes de couleur, les autochtones, et des minorités sexuelles paient de leurs corps et de leur travail le prix de la croissance économique, sans en tirer aucune gratification.

Dans ce contexte, nous femmes du Nord et du Sud, devons faire face à la plus grande agression contre nos droits, qui se répercute par une violence croissante en termes de féminicides, de migrations forcées (qui débouche sur l'exploitation des femmes), de traumatismes et de morts.

Toutes ces raisons sont plus que suffisantes pour exprimer notre solidarité avec les camarades et avec toutes les femmes qui luttent.

- Dans tout l'Afrique, les femmes résistent à de nombreuses formes de violences néocoloniales perpétrées par les multinationales du secteur extractif et de l'agro-industrie, qui envahissent nos communautés, détruisent nos modes de subsistance et nous appauvrissent. Face à ces réalités, les femmes et les petites filles sont soumises aux viols, aux mariages forcés et aux grossesses précoces, ce qui limite leur accès à l'éducation et ne leur permet pas de vivre dignement.

- Dans le Monde arabe et au Moyen-Orient, les femmes résistent aux groupes fondamentalistes qui sèment la terreur dans les communautés et exposent les femmes à toutes sortes de violences et brutalités, y compris à l'esclavage. Les femmes y font face par des mécanismes d'autodétermination et d'autodéfense.

- En Amérique, la gauche est en train d'être remplacée par des gouvernements d'extrême-droite qui détruisent les importants acquis des dernières décennies et reprennent les programmes néolibéraux qui servent les intérêts capitalistes. Les femmes résistent en défendant les droits fondamentaux, les droits de la nature et les biens communs et doivent affronter en retour la criminalisation de leur lutte, des agressions et des assassinats.

- L'Asie souffre historiquement des effets du colonialisme et du néolibéralisme. Aujourd'hui, alors que la pauvreté augmente en raison de l'intensification du contrôle du territoire par les multinationales, protégées par les politiques néolibérales mondiales, les femmes sont bien plus exposées à l'exploitation au travail, à la violence sexuelle et à la traite.

- En Europe, dans les différentes régions, les femmes s'opposent au recul de leur droit à l'avortement, imposé par des forces de plus en plus fondamentalistes et radicales qui prennent le contrôle des mécanismes étatiques de prise de décision. Les mesures d'austérité et de sécurité servent de justificatif à la résurgence d'un nationalisme radical qui provoque l'intolérance vis à vis des migrant-es et des autres minorités.

- A l'occasion de la Journée Internationale des Femmes, nous soutenons la proposition d'une grève internationale des femmes car nous croyons en la nécessité de construire et de renforcer notre mouvement international féministe, moteur d'une solidarité internationale des femmes. L'autogestion des femmes dans leurs luttes locales, nationales et régionales est essentielle. Nous nous unissons comme Femmes du monde, de la même voix qui a été la nôtre lors de la 10ème Rencontre internationale "Femmes en résistance, construisons des alternatives pour un monde meilleur". Car, comme nous le disons, notre mouvement est notre alternative. Nous pensons qu'en unissant nos efforts avec d'autres mouvements de femmes actifs dans cet appel, nous renforçons la lutte sur des préoccupations communes et nous nous donnons davantage de raisons d'espérer.

Nous continuons à poursuivre les Actions mondiales que nous avons planifiées lors de notre 10ème Rencontre internationale, telles que :

- Le 24 avril - "Rana Plaza est partout!", Journée internationale du calendrier de la Marche mondiale des femmes avec des actions autour de l'économie des femmes (tendances économiques mondiales), le monde du travail, l'autonomie économique des femmes, etc.

- Le 3 juin - Action mondiale : 24 heures pour la Paix et la migration

• Parallèlement, nous soutenons les appels à des actions organisées sur le plan régional pour aborder des questions régionales.

7 - « Pour un féminisme antiraciste et Lutte des classes » - Suzy Rojzman, porte-parole du Collectif National Droits des Femmes - sur le site des Effrontés-es

Comment s'est constituée l'identité féminisme « lutte de classes » et antiraciste du CNDF ? : Cette identité s'est constituée tout naturellement, oserai-je dire, car elle ne nous a jamais quittée. Nous étions, pour les plus anciennes partie prenante de la tendance « lutte de classes » du MLF (*Mouvement de Libération des Femmes*) dans les années 1970, issues d'organisations d'extrême-gauche et d'ailleurs critiquées dans le Mouvement à ce titre. Nous tenions à implanter des groupes femmes dans les quartiers et dans les entreprises en nous appuyant sur une coordination importante. Il y avait aussi des commissions syndicales femmes. Il faut comprendre la période : après mai 68, on allait faire la Révolution le lendemain !

Au détour de la lutte contre le viol, tout le mouvement avait été frappé par le verdict, en 1978, de 20 ans de prison contre Lakdhar Seti, auteur de 3 viols, d'une tentative de viol et d'un vol à main armée. C'était de fait un verdict raciste, car les autres ne prenaient jamais ça. Le Mouvement, déjà réticent à l'époque à faire appel à la justice bourgeoise raciste et patriarcale, mettait plutôt en avant une riposte extra-judiciaire. En bon français, retrouver les violeurs et les tabasser nous-mêmes.

Notre conscience anti-raciste s'est renforcée quand se sont constitués en France des groupes de femmes agissant pour les droits des immigrées. Avant, les luttes des femmes maghrébines tournaient plutôt autour de la situation dans les pays d'origine. Puis il y a eu les meurtres racistes de jeunes et la Marche pour l'égalité et contre le racisme en 1983. Faut pas se raconter de salades : la conscience anti-raciste de la société n'était pas très développée à cette époque-là, même très peu de temps après la guerre d'Algérie.

C'est en 1984 qu'a été fondé le Collectif féministe contre le racisme à la Maison des Femmes de Paris.

Il faut aussi savoir que le CNDF a émergé à la suite du grand mouvement social de novembre et décembre 1995 contre le 1er ministre, Alain Juppé. Jacques Chirac venait d'être élu après 14 ans de mitterrandisme, et le Mouvement redémarrait en grand. Nous avons manifesté, ce 25 novembre, à 40 000 personnes à l'appel de la Cadac (*Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception*) pour les droits des femmes et, le lendemain, le Mouvement social auquel nous avons pleinement participé démarrait. Ça ancre dans la lutte des classes.

En 2004, le vote de la loi contre les signes religieux ostensibles à l'école a divisé le mouvement féministe. Comment être antiraciste, universaliste et empêcher l'instrumentalisation du féminisme par des mouvements conservateurs, racistes et sexistes ? : Il n'y a pas de recette miracle. On est dans une période de brouillage des cartes. Beaucoup de femmes se réclament du féminisme en y mettant des contenus totalement différents. On dirait presque un effet de mode. Plus sérieusement, il y a des hommes et des femmes politiques qui font feu de tout bois pour défendre leurs positions, notamment contre le burkini en invoquant les droits des femmes alors que l'on sait très bien qu'au pouvoir ils n'ont rien fait de significatif. Les socialistes ont fait un peu plus, notamment sur l'avortement, mais ruinent leurs réalisations limitées par leur politique économique et sociale désastreuse pour les femmes.

Je crois qu'il faut rester fermes sur nos principes, à savoir définir le voile comme instrument d'oppression pour pointer du doigt le machisme d'une religion. Comme c'est le cas dans toutes les religions. Contrairement à ce que prétendent certaines qui réécrivent l'histoire, le Mouvement s'est battu contre l'église catholique sur l'avortement et contre la venue de deux papes, en septembre

1996 concernant Jean Paul II et en septembre 2008 concernant Benoît XVI. Il faut dénoncer cette récupération faite du féminisme par les réactionnaires de tous poils, même par Marine Le Pen, et en apporter les preuves inlassablement. Pour les extrêmes-droites, on a impulsé le site unitaire « Droits des femmes contre les extrêmes-droites ». On y montre comment le FN instrumentalise la laïcité pour mieux défendre ses thèses racistes. Dénoncer le racisme est fondamental, mais on souffre à l'heure actuelle de l'absence d'un véritable mouvement antiraciste prenant en compte les acquis du féminisme et ne laissant pas de côté l'antisémitisme. La période n'est pas drôle, elle est semée d'embûches. Mais il faut continuer coûte que coûte !

8 - Quand la France interdisait l'avortement... sauf aux femmes noires - David Caviglioli - nouvelobs.com

En 1970, un scandale éclata à la Réunion: des milliers de femmes avaient été avortées et stérilisées, souvent sans leur consentement, avec le soutien des pouvoirs publics. Un essai glaçant revient sur ce crime d'Etat oublié.

En juin 1970, à Trois Bassins, un village de la Réunion, un médecin généraliste de la Croix-Rouge était appelé au chevet d'une fille de dix-sept ans tombée dans le coma. Il diagnostiqua une hémorragie «consécutive à un avortement et un curetage». L'avortement n'avait pas encore été légalisé par la loi française. Le médecin déposa une plainte contre X. La police judiciaire de Saint-Denis découvrit que la jeune fille avait été opérée dans une clinique orthopédique de la ville de Saint-Benoît, et qu'elle n'était pas un cas isolé: des milliers de femmes y avaient subi des avortements et des stérilisations, souvent sans consentement.

Ces femmes étaient noires, et pauvres. Dans la presse, les témoignages se multiplièrent. Citons celui d'une femme enceinte de trois mois, entrée dans cette même clinique pour une douleur au ventre, à laquelle on avait annoncé une opération de l'appendicite, et qui s'était rendue compte au réveil qu'on avait mis fin à sa grossesse et qu'on lui avait ligaturé les trompes. Certaines patientes de la clinique de Saint-Benoît étaient enceintes de six, sept, huit mois.

Bientôt, on évoqua le chiffre de 8000 avortements par an, pour 16.000 naissances annuelles sur toute l'île de la Réunion. Le chiffre est tout à fait crédible, lorsqu'on sait qu'un seul médecin de la clinique avait pratiqué un peu moins de 900 avortements pendant l'année 1969, soit trois par jour, et que le nombre de journées d'hospitalisation était mystérieusement passé de 4000 en 1968 à 44.000 en 1969, dont la moitié pour des interventions en gynécologie.

Le scandale prit une tournure politico-financière. Les patientes étaient couvertes par l'Assistance médicale gratuite, et chaque avortement était facturé à la Sécurité sociale entre 500 et 1000 francs. Des centaines de millions de francs avaient ainsi été détournés par les médecins réunionnais, tous blancs ou presque, qui vivaient comme des nababs.

Surtout, le procès révéla que cette campagne d'avortements et de stérilisations sauvages était soutenue par le pouvoir. Le docteur Alain Ladjadj, arrêté alors qu'il tentait de fuir l'île, déclara: «La Sécurité sociale, le président du Conseil général m'ont donné le feu vert pour les stérilisations.» *A un autre moment, il dit: «Tout le monde savait. Si j'ai agi ainsi, c'est parce que j'étais couvert.» Il ajouta: «L'avortement est la seule solution valable au problème démographique tragique dans ce département.»*

« *L'invention de la décolonisation* » : La politologue Françoise Vergès revient sur cette affaire dans «le Ventre des femmes». Militante féministe, spécialiste de l'esclavage et des sociétés créoles, notamment de La Réunion, diplômée de Berkeley, elle est la nièce de l'avocat Jacques Vergès et la fille de Paul Vergès, mort en 2016, figure de l'île, qui y a été député, maire et sénateur.

Vergès souligne qu'elle n'a pas eu besoin de recueillir des témoignages pour travailler sur ce scandale réunionnais. La presse l'a couvert, et notamment «le Nouvel Observateur». Les rapports

sont publics. «Beaucoup d'abus de pouvoir ou de crimes d'Etat ne sont pas *cachés*», écrit-elle. Et pourtant, cette publicité n'a pas empêché l'affaire de disparaître des mémoires et du récit national. Vergès utilise cette affaire pour montrer que notre lecture de l'histoire est mutilée. Elle se fonde sur ce que l'historien Todd Shepard a appelé «l'invention de la décolonisation»: en faisant de la décolonisation une «*catégorie historique*», le pouvoir français, dit Shepard, a instauré l'idée que la colonisation a été suivie d'un moment inverse, réparateur. Le livre de Vergès montre qu'il n'en est rien, et que la «*colonialité républicaine*» s'est perpétuée dans la création des «outre-mers», avec un racisme tout aussi féroce.

C'est le paradoxe le plus frappant de son livre : cinq ans avant la loi Veil, au moment où la droite française mène un combat farouche en métropole contre «toute politique de libéralisation de la contraception et de l'avortement», elle l'encourage à La Réunion. En métropole, une politique nataliste explique aux femmes blanches qu'elles doivent procréer. Pendant qu'on avorte massivement les Noires dans les anciennes colonies départementalisées.

Perpétuer l'espèce : Une figure centrale de cette affaire est d'ailleurs un des fondateurs de notre Ve République: Michel Debré, Premier ministre et député de la Réunion de 1963 à 1988, avec quelques interruptions. Très proche de De Gaulle, il s'est présenté sur l'île après l'indépendance algérienne, pour sauver les restes de l'Empire, lui qui jugeait que la France ne devait être absente «d'aucun des océans, d'aucune des mers qui font l'univers».

Debré était un opposant au droit à l'avortement. Il a écrit que la «traditionnelle mission de la femme» est de «donner la vie, assurer la famille, perpétuer l'espèce»: «Renoncer au fait que le couple doit procréer, renoncer à la mission féminine d'être source de vie, c'est accepter qu'une nation, une civilisation se couchent pour mourir.»

L'avenir de la civilisation créole semblait moins l'inquiéter. Dans ses déplacements sur l'île, ce champion de la natalité expliquait que «le problème numéro 1, c'est la démographie». Dans «Une politique pour la Réunion», il écrit que «les femmes de la Réunion ont eu des enfants sans compter», et déplore «le manque naturel de souci des Créoles en matière de sexualité». Il reprend là de vieux clichés sur la «sexualité tropicale débridée et infantile qu'il fallait discipliner et gérer», comme le dit Françoise Vergès.

A la Réunion, Debré régnait sur le monde des «Gro-Blan», les vieilles fortunes du sucre. Un marigot d'anciens pétainistes devenus gaullistes, de notables, de propriétaires et d'investisseurs. Parmi eux, le président du Conseil d'administration de la Sécurité sociale, lié au syndicat des fabricants de sucre. Parmi eux aussi, David Moreau, conseiller général, président du syndicat des médecins, propriétaire de supermarchés, actionnaire du Club Med, époux de la fille du PDG des sucreries de Bourbon et... directeur de la clinique de Saint-Benoît, où les Réunionnaises noires se faisaient stériliser sans le savoir. Soutien de Debré, Moreau ne sera jamais inquiété par le procès, qui finira comiquement par condamner les seuls non-Blancs de l'établissement: un infirmier major d'origine indienne, et le docteur Ladjadj, d'origine marocaine. Les victimes de la clinique ne reçurent pas d'indemnisation.

«*Femmes débiles, amoraux, cyclothymiques*» : La politique «*antinataliste*» conduite à la Réunion reposait sur tout un réseau de médecins rabatteurs, qui allaient chercher les jeunes femmes, et sur des institutions semi-officielles, comme l'Association réunionnaise d'orientation familiale, qui diffusait des tracts où on voyait des Noires pauvres submergées par une misérable marmaille, avec comme seul slogan: «Assez!» Michel Debré recevait des rapports qui décrivaient la population créole comme composée de «femmes débiles, amoraux, cyclothymiques» et d'hommes qui ne sont que «paresse, veulerie, éthyisme et violence».

Françoise Vergès étudie de près le cadre intellectuel qui a permis cette campagne eugéniste. L'idée, répandue, que «la surpopulation est la cause principale de la pauvreté dans les pays sous-

développés». Alors même que les démographes assurent, au contraire, que c'est le développement qui réduit la natalité.

Lomidine : comment la médecine coloniale a dérapé : En 1965, lors d'une conférence internationale à Belgrade, les représentants américains déclarent qu'un «accroissement constant de population est générateur de troubles permanents, de révolutions mettant en cause les ordres établis et la sécurité des intérêts des grandes puissances industrielles». Le gouvernement indien s'engage à stériliser ses hommes, et à la fin des années 1970, plus de 8 millions de vasectomies ont été imposées. Les Etats-Unis ont initié des campagnes similaires à Porto Rico, où on dit qu'un tiers des femmes ont été stérilisées de 1936 à 1968.

Le livre de Françoise Vergès, très marqué par la critique de ce que Michel Foucault appelait le «biopouvoir», revient, à travers l'affaire réunionnaise, sur ce moment sordide de l'histoire occidentale, que même le féminisme français de l'époque, à commencer par le MLF, a négligé. L'auteure étudie les «liens entre situation coloniale, racialisation, misogynie, mépris de classe». Et elle appelle de ses vœux une politique qui ne serait plus obsédée par «la gestion du ventre des femmes».

Le Ventre des Femmes - Françoise Vergès - Albin Michel, 230 pages, 20 euros.

9 - Yves St Laurent : stop au sexisme décomplexé ! - Les Effronté-es

Notre collectif est révolté par la nouvelle campagne publicitaire d'Yves Saint-Laurent ! Il y en a assez du sexisme décomplexé qui banalise et promeut les violences notamment sexuelles faites aux femmes pour engranger du profit !

De l'autre côté de la chaîne, ce sont des milliers de jeunes femmes qui sont dénigrées, qui intériorisent leur réduction à des objets sexuels sur les supports de communication publicitaires qui manient l'art de la manipulation par l'image, celles qui ne cessent d'être absorbées par les nouvelles générations et leur transmettent encore et toujours une vision violente et misogyne de la sexualité.

Nous en avons assez de sursauter d'indignation à chacune de ces campagnes. À quand un texte de loi antisexiste, définissant moyens et sanctions pour condamner le sexisme, la culture du viol et l'apologie de la haine des femmes ?

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES

10 - Exposition : *Laïcité et droits des femmes* - L'égalité, c'est pas sorcier ! - Paris - 8 mars

A l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, la Mairie du 11^e vous invite au vernissage de l'exposition *Laïcité et droits des femmes* organisée avec l'association « L'égalité, c'est pas sorcier ! ».

L'histoire des conquêtes de droits nouveaux par les femmes est souvent dans l'ombre. Des idées reçues et des idées fausses circulent souvent à propos de la laïcité. Face à ces constats, l'association *L'égalité, c'est pas sorcier !* a décidé de raconter de manière claire et simple, dans une exposition accessible à toutes et à tous, l'histoire du lien entre ces deux combats. Cette exposition se veut un outil de clarification intellectuelle et un support pour débattre, expliquer et former.

Le vernissage sera introduit par : François Vauglin, Maire du 11^e arrondissement ; Adrien Tiberti, Adjoint au Maire chargé de l'intégration, de l'égalité et du respect des droits ; Hélène Bidard adjointe à la Maire de Paris en charge de l'égalité femmes-hommes, de la lutte contre les discriminations et des droits humains

Et une présentation détaillée de l'exposition sera réalisée par : Henriette Zoughebi, Présidente de l'association « L'égalité, c'est pas sorcier ! », pour une explication détaillée de l'exposition ; Ernestine Ronai, coordinatrice nationale « violences faites aux femmes » de la Mission

interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF), présidente de l'Observatoire des "Violences Faites aux Femmes" du 93 ; Nicolas Bertrand, concepteur réalisateur de l'exposition (Les Nouveaux Messagers).

Mercredi 8 mars à 18h30, Salledes fêtes de la Mairie du 11^e, 12, place Léon Blum.

11 - Exposition " Je suis Chibok", solidarité avec les lycéennes nigérianes otages de Boko Haram » - 6 au 11 mars - Fontenay sous Bois

L'exposition présente notamment les premiers ateliers lycéens de sensibilisation au sort de ces jeunes filles. Elle est réalisée par le MPCT, pour la Coordination Je suis Chibok et le Collectif Contre le Terrorisme. Nous confierons volontiers cette exposition, sur simple demande, à des personnes, établissements ou associations qui souhaiteraient l'utiliser. Elle est de dimensions modestes et facilement transportable.

Véranda de la Maison du Citoyen, 16 Rue du Révérend Père Lucien Aubry 94120 Fontenay sous Bois

12 - Film : court métrage : Aux Aurores Naissantes - 9 mars - Montbelliard

Réalisé par Matthieu Besset et Emmanuel Michel avec le soutien de Solidarité Femmes Belfort

Aux aurores naissantes vous emmène à la rencontre de quatre femmes qui doutent, espèrent, luttent, chutent, se relèvent, refusent de se résigner face à un amour indicible. Quatre regards qui nous invitent dans la complexité de processus amoureux violents, et ce quel que soit leur choix : quitter ou vivre encore avec l'homme qui les ont blessées, blessées et aimées.

Quelles traces la violence laisse-t-elle dans la vie d'une femme ? S'oublie-t-elle avec le temps ou va-t-elle se nicher à l'intérieur, quelque part, et se fondre en une blessure incicatrisable ?

Nous avons donné la parole à quatre femmes que nous avons accompagnées à Solidarité Femmes, à Belfort, dans un long parcours semé de doutes, de blessures, d'espérances, de chutes, de reprise de lien parfois, encore, avec ce conjoint, puis avec Solidarité Femmes, encore. Sortir de la violence est une aspiration. Mais ces femmes nous renvoient que le souvenir traumatique remonte à n'importe quelle occasion, ravivant des blessures mal cautérisées. Souvenir traumatique envahissant, tapi dans une ombre d'elle-même. Une odeur, un bruit, un timbre de voix trop proche du sien, un éclat de voix, une sensation...

Au-delà du témoignage de ces « survivantes » des violences, nous voulions mettre dans la lumière ces femmes qui vivent, debout, tant bien que mal, avec espérance, pour elles et pour leurs enfants ; nous voulions montrer leur dignité, leur mouvement de lutte vers la vie.

Elles ont toutes les quatre été touchées par cette expérience de film. Impactées, tout d'abord, par ces souvenirs que nous convoquions d'une certaine manière à la surface d'elles. Puis, à chaque étape, elles ont été prises par la peur de se voir, de s'entendre, d'affronter une image blessée d'elles-mêmes. La première étape a été l'enregistrement des voix. Un unique rendez-vous, en tête-à-tête, pour se raconter, livrer une partie de soi, celle blessée mais surtout celle qui tend vers la vie, vers l'espérance. Puis un autre rendez-vous pour inventer des images qui ne leur feraient pas trop mal, des images qu'elles pourraient voir sans trop souffrir à nouveau, des images qui reflèteraient une autre partie d'elle, celle du relèvement. Après quelques mois de montage, un troisième et dernier rendez-vous, pour regarder ensemble ces Aurores Naissantes.

Trois rendez-vous qu'elles ont toutes pensé annuler au dernier moment, tant la charge émotionnelle était forte, et l'enjeu crucial. Et pourtant, elles sont venues, elles se sont montrées avec plus ou moins de retenue, préservant tant qu'elle pouvait cette partie d'elle-même si fragile.

Aujourd'hui elles vous invitent dans un autre regard sur ces parcours de femmes libres. Pas encore libérées, mais libres. Ce court-métrage peut aussi être utilisée comme support pédagogique.

Le Colisée à Montbéliard (25) dans le cadre de la semaine du 8 mars avec le film de Delphine Ziegler, Au Loin Le Point Du Jour. Aux Aurores Naissantes, (<https://vimeo.com/193556173>)

13 - Pour le 8 mars, "Changeons les règles !" Rencontre dédicace autour du livre d'Elise Thiébaud "Ceci est mon sang" - Maison des Femmes Thérèse Clerc - Montreuil - 11 mars

Dans un livre drôlement instructif et très personnel paru en janvier dernier aux éditions La Découverte, la journaliste féministe Elise Thiébaud raconte l'histoire méconnue des menstruations. Lever le tabou des règles est un moyen de se libérer de la honte qui pèse encore trop souvent sur les femmes une semaine par mois: partageons nos expériences sur ce sujet et cherchons ensemble des alternatives pour mieux vivre nos ragnagnas au quotidien, au moins 2400 jours dans une vie de femme, quand même !

Parce que le corps des Femmes est le premier territoire de colonisation intellectuel, culturel, économique, de toutes les prises de pouvoir, la Maison des Femmes Thérèse Clerc ne peut se priver d'accueillir, aimer, être portée par ce livre qui donne une réplique claire, accessible et efficace à tous les détracteurs de nos corps...

Elise partagera son histoire à travers quelques extraits du livre, et nous présentera ses invitées : Marie, cofondatrice de l'entreprise "Dans ma culotte". On découvrira les protections périodiques écolos et accessibles, fabriquées en Normandie et diffusées de façon originale, coupes menstruelles, serviettes et protèges-slip réutilisables au design rigolo et élégant. Les artistes du collectif créé par la danseuse Paola Daniele "His est sanguis meus", qui signifie "ceci est mon sang" en latin. On abordera le sujet "dans les règles de l'art" de façon décalée et créative.

Quoi qu'il en soit samedi 11 mars... il va y avoir du sang !

Pour changer les règles, apportez de quoi boire et grignoter : jus de tomate, jus d'oranges sanguines, vin rouge ou thé roibos. Ramenez aussi vos fraises, vos autres fruits rouges et rendons hommage à Thérèse Clerc.

Maison des Femmes Thérèse Clerc - Montreuil - 24/28 rue de l'Eglise - 93100 Montreuil

14 - Cafémiste #1 : « Pourquoi l'histoire des femmes a-t-elle été invisibilisée ? Comment écrire l'histoire des femmes avec un grand F ? » - Les Effronté-es - Paris - 11 mars

Le féminisme apporte beaucoup de belles choses dans nos vies : prise de conscience de l'Histoire des femmes, de soi, de notre potentiel, une meilleure connaissance de nos corps, de nos sexualités, des découvertes de livres, des rencontres, de la sororité, de l'ambition et un pouvoir de réalisation. Avec nos invitées : Mathilde Larrère - historienne des révolutions et de la citoyenneté ; Geneviève Fraisse (philosophe et historienne de la pensée féministe.

... nous mettrons sur la table quelques questions : Comment l'Histoire des femmes a été réécrite et effacée ? Comment créer de la culture féministe de masse ? Comment écrire l'Histoire des Femmes avec un grand F ? Quel hymne des femmes chanter aujourd'hui ?

Rendez-vous : le 11 mars à 16h, au Lieu dit, 6 rue Sorbier 75020.

15 - Conférence « Femmes et sport » - 21 mars - Lieusaint - Le Relai 77

Catherine Louveau, sociologue, professeure à l'Université Paris Sud Orsay et Présidence de l'Institut Emilie du Châtelet interviendra sur l'influence du genre dans la pratique sportive et les inégalités de sexe dans le sport.

Notre association témoignera également des bienfaits de la pratique sportive comme support à la reconstruction identitaire des femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants, et exposera la nécessité de formation des partenaires du milieu sportifs pour la déconstruction des stéréotypes sexistes.

Mardi 21 mars, 14h, Hôtel de la Communauté, salle du Comité, 9 allée de la Citoyenneté, 77657 Lieusaint.

16 - Film : Projection-Débat « Le Retour de Gisela Wertzbergher » de Barbara Wolman

« Gisela Wertzbergher, survivante juive d'Auschwitz, revient 50 ans plus tard sur les lieux de son enfance et de sa jeunesse. Partout où elle va, Gisela confronte les gens avec ses propres souvenirs, elle cherche des traces de son existence et plus généralement de l'existence des Juifs : à Spinka, son village natal au cœur de la région Maramures (en Roumanie) où elle a grandi ; à Budapest, où jeune adulte, elle a été déportée et enfin à Sighet, la ville où elle a vécu après la déportation, jusqu'à son exil à Paris.

Faina Grossmann m'a demandé de garder en images et en voix ce voyage de Gisela : filmer pour témoigner de choses qui n'auraient jamais dû arriver est une démarche insoluble. Mais je sais que le danger d'oublier ou pire de nier les faits est bien réel, j'ai donc évidemment accepté de faire ce film, tout en sachant que je ne me sentirais jamais à ma place derrière la caméra pendant ce voyage. En dehors de l'enjeu politique de la mémoire, il y avait aussi pour moi un enjeu personnel, faire avec Gisela ce que je n'avais pas pu faire, enfant avec mes grands-parents : écouter leur histoire.

Gisela était indécise face à l'intérêt de faire ce film : « À quoi ça sert de reparler de tout ça, c'est tant de souffrance, et en même temps, si ça peut servir à ne pas oublier ! ». C'est de toutes ces contradictions que ce film est fait. Gisela est décédée le 6 août 2015. Malgré ce douloureux sujet qui nous réunissait, je garde en moi son regard espiègle, une des plus belles images de ce voyage. »

Jeudi 16 mars, cinéma Luminor Hôtel de ville. En présence de la réalisatrice

17 - Mars 2017 à la librairie Violette and Co

• Mercredi 8 mars à 19h30 : Rencontre avec Christine Bard pour la parution du *Dictionnaire des féministes* (PUF). En présence de plusieurs contributrices

Issu de recherches universitaires récentes, ce dictionnaire est à la fois biographique et thématique. Il rend compte de toute la richesse du mouvement féministe en France du XVIII^e au XXI^e siècle. Qu'est-ce que le féminisme au juste ? Ce dictionnaire apporte une réponse large (la contestation de l'inégalité entre les sexes), plurielle (les mouvements de femmes, les philosophies ou idéologies qui les nourrissent) et contextualisée. Il n'y a pas de définition universelle et diachronique du féminisme, forme de résistance à un contexte oppressif spécifique. La diversité des vies de militant.e.s, des moyens d'action et d'expression, des revendications et objectifs montre au contraire combien le féminisme prend les couleurs du temps et des lieux qu'il investit. Mais il est aussi, en retour, une force de transformation culturelle sociale et politique de tout premier plan. Christine Bard, qui a dirigé l'ouvrage (avec la collaboration de Sylvie Chaperon) est professeure à l'université d'Angers, membre du CERHIO (IUF). Elle est l'auteure de nombreux ouvrages sur l'histoire des femmes, du genre et du féminisme. Elle préside l'association Archives du féminisme et anime le musée virtuel Musea.

<http://www.violetteandco.com/librairie/spip.php?article991>

• Samedi 11 et dimanche 12 mars : Violette and Co tient une table de vente au 39^e Festival internationale de films de femmes de Créteil. Au programme du Festival du 10 au 19 mars : Actrice invitée : Nathalie Richard ; "Les grand(e)s classiques du cinéma" ; Hommage à Nathalie Magnan ; Colloque Femmes, photographie et cinéma... Et bien sûr les films en compétition. Programme complet et grille horaire disponibles à la librairie ou [surwww.filmsdefemmes.com](http://www.filmsdefemmes.com)